

6^e Forum Mondial de l'eau - Marseille 2012



Le droit à l'eau : comment passer à la mise en œuvre de solutions concrètes ?

Après l'adoption d'une résolution reconnaissant le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement par l'Assemblée générale des Nations Unies en juillet 2010 et d'une autre résolution sur le même sujet par le Conseil des droits de l'homme en septembre 2010, il appartient maintenant à chaque Etat de concrétiser ce droit universel.

Mais cette mise en œuvre effective soulève de multiples interrogations.

C'est avec beaucoup d'habileté qu'elles ont été abordées lors de



la session organisée le mardi 13 mars par l'agence suisse de coopération au développement, Aquafed, la Banque Mondiale et Eau Vive, en pré-

sence notamment de Catarina de Albuquerque, expert indépendante auprès des Nations Unies sur cette question.

Après la présentation par un groupe de représentants multipartite de différents exemples de réponses juridiques et d'expériences concrètes pour la mise en œuvre du droit humain à l'eau, un débat s'est instauré sur la question du suivi et de la mise en place d'objectifs-cibles appropriés pour l'après-2015.

Enfin, la session s'est terminée par le témoignage d'usagers de l'eau ayant fait l'expérience de ce que peut constituer un accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement.

Le suivi des services de l'eau : une condition de pérennité



Borne-fontaine abandonnée à Madagascar, faute de suivi

Dans les pays en développement, près d'un tiers des systèmes d'approvisionnement en eau mis en œuvre à petite échelle dans les zones rurales et dans les petits bourgs ne fonctionnent pas ou affichent des performances inférieures aux niveaux prévus.

L'AFD, en partenariat avec le pS-Eau, le Sedif et l'IRC a organisé mercredi une session portant sur les outils de suivi des services d'eau dans les petits bourgs et dans les zones périurbaines. Son objectif était de mettre en lumière la manière dont le suivi permet d'améliorer la performance des services d'eau. Seize pays, sur les différents continents, ont témoigné de la forte plus-value de ces mécanismes de suivi : réduction du nombre et de la durée des ruptures de service, amélioration des équilibres financiers, augmentation et sécurisation de l'épargne, information et meilleure

compréhension de la part des usagers, transparence et aide à la résolution des conflits.

Au terme de cette session, deux enjeux principaux apparaissent : d'une part, dans les pays où le suivi est déjà expérimenté, améliorer son fonctionnement et son intégration dans la politique sectorielle du pays pour faciliter son déploiement sur l'ensemble du territoire national ; d'autre part, promouvoir la mise en place de mécanismes de suivi dans les pays où ils n'existent pas.

La bonne gouvernance: une condition de succès

Gérer l'eau pour tous n'est pas seulement une question de technique ou de financement. En 2011, l'OCDE s'est penchée sur les principaux défis de la gouvernance de l'eau. Parmi les problèmes identifiés, celui de la fragmentation des institutions en charge de l'eau : autorités de bassins, municipalités, régions, États... Cet éclatement des responsabilités, gêne en particulier la capacité à mobiliser des ressources financières pour développer l'accès à l'eau.

Parmi les principes avancés par les intervenants de la session sur la « bonne gouvernance et financement durable », on relève :

- la nécessité d'organiser des concertations larges, afin de trouver les compromis nécessaires entre des acteurs aux intérêts parfois divergents,
- l'intérêt d'une participation active des usagers, afin notamment de faciliter le paiement des cotisations,
- l'importance d'accorder de l'at-

tention aux acteurs qui organisent le dialogue, et pas uniquement aux acteurs techniques.

La gouvernance entre les acteurs est aussi un enjeu pour améliorer la performance de la gestion des services d'eau. Qu'elle soit publique ou privée, cette performance dépend de la capacité des autorités publiques à définir un cadre réglementaire clair ainsi que de la collaboration entre les acteurs. Les objectifs de performance peuvent être atteints, entre autres, par le biais d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs positionnant les opérateurs en situation de concurrence (benchmarking).

Le modèle contractuel est également un enjeu fort pour la durabilité du service. Jean Marc Jahn, Directeur Général de la société algérienne des eaux (SEEAL), a mis en avant lors de la session « gouvernance et performance des services » les contrats instaurant un management dynamique orientés vers le transfert savoir faire.

Un fonds pour les collectivités sahéliennes

Les participants de l'atelier Coopération décentralisée en zone aride, enjeux et expériences, se sont félicités de l'initiative du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), qui a annoncé le 12 mars le lancement d'un appel à projets à destination des collectivités.

Disposant d'un financement de 1 200 000 euros du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), cet appel à projets a pour objectif d'appuyer les collectivités locales (notamment rurales), cherchant à organiser sur leur territoire la lutte contre la dégradation des ressources naturelles et la récupération des terres dégradées.

Pour plus d'information : www.cilss.bf

Rencontres sur le forum



Sita Ouatarra, maire adjointe de Bobo Dioulasso et Moulay Mehdi Lahbib, maire de Tata, en compagnie de Jean-Claude Magalhaes, maire adjoint de Cherbourg-Octeville et Jean-Louis Bonnet conseiller général de la Drôme, ont pu témoigner sur l'impact de leur partenariat respectif de coopération décentralisée lors de la table ronde *1 % solidaire pour l'eau – Collectivités locales votre action compte*.



M. Mostafa Laly, Vice-Président de la commune de Figuig (Maroc) et M. Khalil Harfouche, Président de l'Union des municipalités de Jezzine (Liban) évoquent leur programme stratégique d'assainissement.

Planifier l'assainissement à l'échelle nationale et à l'échelle locale

L'assainissement est désormais en haut de l'agenda des décideurs aux niveaux international, national et local.

Mais le défi de l'accès de tous à des installations sanitaires, ainsi que l'évacuation et le traitement des eaux usées restent des défis à relever dans les pays en développement. Et de nouveaux défis sociaux, environnementaux, techniques et économiques se posent également aux villes du Nord, comme l'a rappelé Jacques OLIVIER, directeur général du Syndicat Interdépartemental de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Pour pouvoir alerter sur les besoins en matière d'assainissement, rappelle Uschi Eid, Vice-Présidente du Conseil Consultatif sur l'Eau et l'Assainissement du Secrétaire Général de l'ONU, il a fallu briser les tabous. Il nous faut désormais développer une meilleure connaissance de l'assainissement, et penser la problématique « en dehors du secteur », en associant et en renforçant les compétences de tous les relais possibles : citoyens, enseignants, chercheurs, élus et techniciens, secteur privé, etc.

La mise en œuvre de stratégies nationales et locales, conçues et mises en œuvre en concertation avec l'ensemble des acteurs

concernés est également un préalable indispensable à des politiques publiques efficaces en matière d'assainissement et des services d'assainissement durables.

Une première session présidée par le Prince d'Orange, Président de UNSGAB, portait sur la planification nationale de l'assainissement et a permis de débattre sur les outils disponibles pour accompagner l'élaboration de stratégies.

Dans la session thématique sur la planification locale de l'assainissement coordonnée par le pS-Eau, Jean-Pierre Elong M'Bassi, secrétaire exécutif de CGLUA, a rappelé que les collectivités locales constituent le niveau pertinent pour développer les services d'assainissement. Mais les stratégies calquées depuis l'extérieur fonctionnent rarement, et les schémas directeurs d'assainissement financés par les bailleurs s'empilent et sont rarement appliqués.

Lors de cette session, différentes approches sont considérées, testées par l'IWA, EAWAG-SANDEC ou encore le pS-Eau dans le cadre du programme de Stratégies Municipales Concertées (SMC). Chacune a sa spécificité, et aucune ne peut être présentée comme « la » solution à mettre en œuvre, mais certains points communs se retrouvent :



Session sur la planification locale de l'assainissement, Mercredi 15 mars

En envisageant le territoire à différentes échelles (l'habitation, le quartier, la ville et même au-delà de la ville), en prenant en compte les aspects sociaux, institutionnels et culturels, il est possible de choisir les technologies et les modes de gestion et de financement à mettre en œuvre.

Emmanuel Ngnikam, consultant d'Era Cameroun, a accompagné plusieurs processus de stratégies municipales concertées. Selon lui, la concertation permet, par l'écoute et l'expression de différentes parties prenantes, de réaliser un diagnostic fin du service d'assainissement avec l'ensemble des acteurs locaux de l'offre et de la demande.

Ce travail permet à l'élu « redécouvrir son territoire », rappelle Amadou Ousmane, consultant chez Beria, au Niger. Il se dote « d'un outil de négociation », et le processus de formulation de la stratégie permet de mettre en place « une organisation humaine », gage de durabilité du service d'assainissement sur le long terme.